

# Observatoire des SARL à libre capital à Paris

## Bilan de février 2005

Depuis août 2003, le greffe suit et analyse mensuellement l'évolution des SARL à libre capital. Cet Observatoire, créé au lendemain de la mise en application des dispositions prévues par la Loi pour l'Initiative Economique du 1er août 2003, permet d'apprécier l'évolution des immatriculations de ces nouvelles SARL au Registre du commerce de Paris, et aussi d'observer leur état de santé, leurs capacités financières et leurs éventuelles défaillances.

### Février 2005 : repères chiffrés

**488 SARL à libre capital se sont immatriculées au Registre du commerce en février 2005**, ce qui porte à **6 537 le nombre total d'entreprises de ce type** créées depuis le 1<sup>er</sup> août 2003. Elles représentent désormais 24,7% des créations de SARL, tous types confondus. Par rapport à février 2004, les **immatriculations de SARL à libre capital ont augmenté de 22,61%**.

**Les SARL à libre capital créées en février 2005** disposent d'un **capital moyen de départ de 2 496 €**, en augmentation de 23,7% par rapport à février 2004. **31,6%** sont dotées d'un capital supérieur à 3 000 €, alors que celles disposant d'un capital inférieur à 100 € sont moins nombreuses (8,53 %, soit - 3 points au regard de février 2004).

**33,12% des entreprises de février** proposent des prestations de service, dont 19% du conseil en affaires et en gestion. **40,7% de ces SARL louent ou ont acquis un local commercial** pour exercer leur activité, en augmentation par rapport à février 2004 (+ 8 points).

**L'examen des SARL à libre capital immatriculées depuis le 6 août 2003 révèle que seule une petite proportion de ces entreprises commencent à rencontrer des difficultés économiques.** Pour la première fois depuis août 2003, le Trésor public a inscrit des inscriptions de privilèges à l'encontre de deux entreprises en raison de cotisations fiscales impayées pour un montant de 49 000 €. Par ailleurs, 6 entreprises ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de liquidation ou de redressement judiciaire en février 2005, . En dépit de ces premiers signes de difficultés, qui seront confirmés ou infirmés dans les mois qui viennent, la grande majorité des SARL à libre capital semble plutôt bien se porter.

## 1- Immatriculations de SARL au Registre du commerce parisien en février 2005 : augmentation de 22,61% par rapport à février 2004

En février 2005, 488 nouvelles SARL à capital libre se sont immatriculées au Registre du commerce, soit une augmentation de 22,61% par rapport à février 2004. Ce résultat est nettement supérieur à la moyenne enregistrée pour les immatriculations de SARL en 2004, qui s'élevait à 398 créations par mois.

Ces nouvelles entreprises représentent une proportion de 32,88% des SARL immatriculées en février 2005, tous types confondus, en hausse de 9 points au regard de février 2004.

23,78% des créateurs de SARL à libre capital de janvier 2005 sont des femmes, et 76,22% des hommes. En comparaison avec février 2004, les femmes créatrices sont légèrement moins nombreuses, soit -1,2 point.

### Immatriculations mensuelles de SARL constituées avec un capital social inférieur à 7 500 €

	Mois	Nombre d'immatriculations de SARL au capital inférieur à 7 500 €	Nombre total d'immatriculations de SARL au Registre du commerce	% par rapport au nombre d'immatriculations de SARL au Registre du commerce (RCS)
<b>2003</b>	Août	14	826	1,69%
	Septembre	81	1 160	6,98%
	Octobre	175	1 704	10,27%
	Novembre	210	1 291	16,27%
	Décembre	333	1 573	21,17%
<b>2004</b>	Janvier	316	1 456	21,70%
	Février	398	1 678	23,72%
	Mars	426	1 757	24,25%
	Avril	393	1 848	21,20%
	Mai	397	1 325	29,96%
	Juin	464	1 650	28,12%
	Juillet	467	1 491	31,32%
	Août	113	363	31,13%
	Septembre	398	1 402	28,39%
	Octobre	406	1 370	29,63%
	Novembre	411	1 314	31,27%
	Décembre	597	2 156	27,69%
	<b>2005</b>	Janvier	450	1 622
	Février	488	1 484	32,88%
	<b>Total</b>	<b>6 537</b>	<b>26 466</b>	<b>24,70%</b>

## 2- Capital moyen de départ en hausse de 23,7% par rapport à février 2004

En février 2005, la principale tendance observée est la poursuite de la hausse du capital social dont disposent les nouvelles entreprises immatriculées au Registre du commerce. Le capital de départ moyen s'élève à 2 496 €, soit une augmentation de 23,7% par rapport à janvier 2004.

En comparaison avec février 2004, les autres tendances observées sont les suivantes :

### En baisse : les entreprises situées dans les tranches de capital les moins élevées

- Moins de SARL créées avec un capital social d'un euro, soit - 7 points par rapport à février 2004
- Moins d'entreprises dotées d'un capital compris entre 2 et 500 €, soit - 9,5 points en comparaison avec février 2004

## En hausse : les entreprises positionnées dans les tranches de capital les plus élevées

- Davantage de SARL avec un capital compris entre 501 et 3 000 €, soit + 3 points par rapport à février 2004
- Davantage d'entreprises dotées d'un capital compris entre 3 001 et 7 500 €, soit + 12,5 points en comparaison avec février 2004.

### Répartition des immatriculations de SARL par tranches de capital social

Tranches de capital social	% d'immatriculations de SARL à libre capital en février 2005
1 €	4,16%
2 € à 100 €	4,37%
101 € à 500 €	5,20%
501 € à 1 000 €	27,86%
1 001 € à 3 000 €	26,40%
3 001 € à 7 500 €	31,60%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

### 3- Domiciliation des entreprises : 40,78% des dirigeants exercent leur activité dans un local commercial, en hausse de 8,5 points par rapport à février 2004

En février 2005, la domiciliation de l'entreprise dans un local commercial remporte davantage de succès auprès des nouveaux entrepreneurs, soit +8 points au regard de février 2004. Ce choix semble souvent aller de pair avec l'augmentation du capital social au démarrage, semblant ainsi démontrer que les nouveaux créateurs disposeraient de plus de moyens ou seraient enclins à investir davantage.

La Loi pour l'Initiative économique a assoupli la domiciliation dans le local d'habitation du dirigeant, en offrant désormais aux personnes morales la faculté d'installer leur siège social au domicile du représentant légal pour une durée illimitée<sup>1</sup>. 31,58% des nouveaux entrepreneurs de février 2005 ont choisi ce type de domiciliation, soit une proportion stable par rapport à février 2004.

Les domiciliations commerciales enregistrent une baisse en février 2005, soit – 8,3 points au regard de février 2004.

### Répartition des SARL à libre capital par type de domiciliation

Type de domiciliation	% par rapport aux immatriculations de SARL à libre capital en février 2005
Domiciliation dans le local d'habitation du représentant légal <sup>2</sup>	32,58%
Domiciliation commerciale <sup>3</sup>	26,64%
Autres cas : l'entreprise exerce son activité dans un local commercial qu'elle loue ou acquiert	40,78%
<b>Total</b>	<b>100%</b>

### 4- 33,12% des SARL à libre capital exercent une activité de service ou de conseil aux entreprises en février 2005

Le secteur des prestations de services et de conseil aux entreprises concentre le plus grand nombre de SARL à libre capital en février 2005, soit 33,12%. Le sous-secteur du conseil pour les affaires et la gestion est le mieux représenté : 19% des nouvelles SARL de février 2005 exercent cette activité.

<sup>1</sup> Lorsqu'aucune disposition législative ou stipulation contractuelle ne s'y oppose.

<sup>2</sup> Art.6 de la loi pour l'initiative économique du 1<sup>er</sup> août 2003, codifié de L 123-10 à L-123-11-1 du Code de commerce.

<sup>3</sup> Domiciliation d'une entreprise dans des locaux occupés en commun par plusieurs entreprises (art L 123-11 du Code de Commerce, et art. 26-1 du décret du 30 mai 1984)

Viennent ensuite :

- le commerce, avec 17,97% des SARL à libre capital, une proportion stable au regard de février 2004,
- les travaux de bâtiment, soit 10,82% des SARL à libre capital, en baisse de 2 points par rapport à février 2004.

En comparaison avec février 2004, les principales évolutions constatées sont les suivantes :

- baisse de 4,5 points des immatriculations dans le secteur de l'édition, production et imprimerie,
- stabilité des immatriculations dans le secteur de l'informatique,
- augmentation de 2 points du secteur des soins personnels.
- émergence de nouveaux secteurs, inexistantes en février 2004, à savoir : l'immobilier, les activités financières, la formation et l'enseignement, les activités artistiques et les spectacles, le tourisme, et les transports.

#### Répartition des immatriculations de SARL par secteur d'activité en février 2005

Secteur d'activité	Pourcentage par rapport aux immatriculations de février 2005
Prestations de services et conseils aux entreprises	33,12%
Commerce gros et détail (véhicule, alimentaire, etc.)	17,97%
Travaux de bâtiment	10,82%
Informatique (conseil en SI, édition & réalisation de logiciels, traitement et base de données et réparation de matériel)	5,84%
Immobilier (marchand de biens, location, promotion, agence et administration)	5,19%
Restauration (traditionnelle et rapide), boissons et traiteurs	4,98%
Edition, production et imprimerie (livres et audiovisuel)	4,33%
Fabrication et réparation (textile, peausserie, maroquinerie, pharmacie, meubles, automobiles, etc.)	4,11%
Soins personnels	2,81%
Activités financières (organismes de placement, gestion de patrimoine, intermédiation financière et courtage en assurance)	2,60%
Activités artistiques et spectacles	2,38%
Formation et enseignement	1,95%
Transports	0,87%
Autres activités <sup>4</sup>	3,03%
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>

#### 5. Quelle est l'évolution constatée pour les SARL à libre capital immatriculées au Registre du commerce depuis le 6 août 2003 ?

##### ❖ *Quels sont les investissements réalisés par les nouveaux entrepreneurs ?*

Depuis le 6 août 2003, 253 prêts bancaires ont été consentis à 215 SARL à libre capital pour acquérir un fonds de commerce, réaliser des travaux d'amélioration ou équiper un local commercial. 3,29% de ces SARL ont par conséquent obtenu un prêt à compter d'août 2003. Le montant cumulé des prêts accordés s'établit à 33 665 403 €, soit une moyenne de 156 583 € par entreprise.

En février 2005, 23 prêts ont été accordés aux SARL à libre capital, pour un montant total de 2 779 210 €, soit un montant moyen de 120 835 € par entreprise.

<sup>4</sup> Loisirs, location de matériel d'équipement, recherche et développement, activités annexes à la production, pratique médicale, production d'électricité, gaz et eau, assainissement, voirie et gestion des déchets.

#### Autres investissements réalisés par les Sarl à libre capital :

- 33 entreprises ont acquis ou loué du matériel en crédit-bail, soit 0,50% des SARL à libre capital immatriculées depuis le 6 août 2003.
- deux clauses de réserve de propriété<sup>5</sup> ont été inscrites auprès du greffe pour un montant de 178 179 €.

#### ❖ *Les nouveaux entrepreneurs sont-ils endettés fiscalement et socialement ?*

Depuis l'entrée en vigueur de la Loi pour l'Initiative Economique, 19 SARL sont endettées vis à vis de la Sécurité Sociale et du Trésor public pour un montant de 118 114 €, soit 0,29% des SARL à libre capital.

2 entreprises ont cumulé 48 969 € de dettes fiscales, soit une dette moyenne de 24 485 € à l'égard du Trésor public. Ces inscriptions ont été prises en février 2005 auprès du greffe. Ce sont les premiers impayés auprès du Trésor public relevés depuis le 6 août 2003. Les entreprises concernées disposent respectivement d'un capital de 1 et de 1 000 €. L'une d'entre elle propose des prestations liées au traitement de l'eau et l'autre est un bar/restaurant.

17 entreprises sont redevables de dettes sociales vis à vis de l'URSSAF pour un montant cumulé de 69 145 €, ce qui représente une dette moyenne de 4 067 € par SARL. En février 2005, deux nouvelles entreprises ont fait l'objet d'inscriptions pour cause d'impayés pour un montant cumulé de 7 961 €, soit 3 980 € en moyenne.

#### **6- Quelle est la pérennité des SARL à libre capital créées depuis le 1<sup>er</sup> août 2003 ?**

#### ❖ *Ces nouvelles entreprises sont-elles pérennes ?*

Deux indicateurs sont susceptibles de donner une appréciation du motif des disparitions d'entreprises.

- Les radiations du Registre du commerce. Il s'agit soit d'une opération effectuée volontairement par le dirigeant, soit d'une radiation d'office réalisée par le greffier du Tribunal de commerce. Les causes de radiation les plus fréquentes sont : la cessation d'activité en raison du déménagement de l'entreprise dans un autre département, la radiation à la suite d'irrégularités constatées par le greffe (entreprise ayant changé d'adresse sans régulariser sa nouvelle situation auprès du greffe) ou sur décision du Juge (non-production de pièces justificatives par exemple).
- Les jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires prononcés par les Juges du Tribunal de commerce de Paris.

#### ✓ *Radiations du Registre du commerce*

Depuis août 2003, 212 entreprises ont été radiées du Registre du commerce, soit 3,24% des immatriculations de SARL.

La répartition des radiations s'effectue de la façon suivante :

- 111 dirigeants, soit 52,36% des entreprises radiées, ont transféré leur siège social dans un autre département
- 84 entrepreneurs, soit 39,62%, ont volontairement dissout leur entreprise
- 16 entreprises, soit 7,55%, ont été radiées d'office à la suite d'irrégularités constatées par le greffe ou sur décision du juge-commissaire.
- 1 entreprise, soit 0,47%, est en cours de radiation par le greffe à la suite d'une cessation d'activité, conséquence d'une décision judiciaire.

---

<sup>5</sup> Cette inscription déposée au greffe permet au propriétaire d'un bien d'être dispensé de faire reconnaître son droit de propriété en cas de redressement ou de liquidation judiciaire lorsque le contrat portant sur ce bien a fait l'objet d'une publicité au greffe.

32 radiations sont intervenues en février 2005, pour les mêmes motifs que précédemment.

✓ *Jugements d'ouverture de redressement ou de liquidation judiciaires :*

21 jugements d'ouverture de liquidation judiciaires ont été prononcés par le Tribunal de commerce de Paris à l'encontre des SARL à libre capital créées depuis août 2003. Le taux de « mortalité judiciaire »<sup>6</sup> de ces SARL serait donc de 0,32%.

6 entreprises ont fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédures collectives en février : 5 d'entre elles ont été mises immédiatement en liquidation judiciaire, et une seule a pu bénéficier d'un redressement. Elles exerçaient dans les secteurs suivants : édition, conseil en communication, travaux de bâtiment, création textile. Ces entreprises étaient dotées d'un capital social compris entre 150 et 7 500 €.

Les autres SARL défailtantes exerçaient des activités diverses : commerce de détail, organisation de spectacles et de soirées, édition, production audiovisuelle, vente de services Internet, etc. 9 d'entre elles se sont constituées avec un capital social inférieur ou égal à 1 000€.

---

<sup>6</sup> Il s'agit du ratio entre le nombre de défailtances et le nombre d'immatriculations